

Violence d'extrême gauche : des casseurs aux ordres du gouvernement.

Article rédigé par *Philippe Darantière*, le 20 juin 2016

[Source : [Nouvelles de France](#)]

Depuis des semaines, des affrontements entre casseurs d'extrême gauche et forces de l'ordre sèment le chaos dans Paris et plusieurs autres villes à chaque manifestation contre la loi Travail.

De nombreux témoignages de policiers attestent qu'ils ont reçu des ordres pour ne pas réprimer ces violences, comme le montrent d'ailleurs des vidéos, où l'on voit des unités de maintien de l'ordre se tenir à distance pendant que les casseurs saccagent tout alentour.

Depuis des semaines, le gouvernement répète que ces violences sont intolérables, qu'il doit y être mis fin, et que, si ça continue, on va voir ce qu'on va voir...

A un tel niveau d'incurie, on ne peut plus plaider l'incompétence. Nous sommes donc dans une manipulation... Il se pourrait même qu'elle soit une double manipulation. Pourquoi faire ?

Le premier niveau de la manipulation répond à un médiocre calcul politicien. Incapable de faire voter une loi devenue inutile depuis qu'elle a été vidée de sa substance, le gouvernement se trouve condamné à faire donner le 49-3 lorsqu'elle reviendra devant les députés début juillet. Comment un gouvernement de gauche pourrait-il justifier une telle décision ? Il a trouvé l'astuce : sommer les députés de choisir entre la loi ou les casseurs. En obligeant toute la classe politique à se démarquer des opposants à la loi El Khomri, sauf à se voir accusé de soutenir les casseurs, le gouvernement espère bloquer une motion de censure qui s'apparenterait à une reddition sous la pression de la rue. Le calcul est risqué, mais il mettra les frondeurs en position d'accusés. Il y a donc tout à parier que, malgré ses menaces d'interdiction, le gouvernement laissera se tenir les prochaines manifestations des 23 et 28 juin, avec leurs cortèges de violence dont il a tant besoin.

Le deuxième niveau de cette manipulation vise les élections présidentielles. La retenue de la police pourrait bien s'expliquer parce qu'elle a pour but de laisser les casseurs s'entraîner. Il est à craindre que nous assistions à des grandes manœuvres en terrain libre, où le gouvernement, sciemment, laisse les milices d'extrême-gauche s'entraîner, s'aguerrir et perfectionner leurs tactiques. Conscient que le Front National sera un acteur majeur de la prochaine campagne électorale, le gouvernement préparer dès maintenant ses « tontons macoutes » à semer le chaos et provoquer la terreur. Il pourra, de cette manière, enjoindre l'opposition à se démarquer de la droite nationale, toute complaisance envers ses thèmes et son programme étant vouée à être dénoncée comme le sont aujourd'hui la CGT et les opposants à la loi Travail.

On devine même que cette prochaine manipulation s'accompagnera de l'instrumentalisation de tel ou tel candidat. Il semblerait que ce soit déjà le cas pour Henri de Lesquen, le candidat du « racisme républicain » présenté par le parti National-Libéral, dont les propos ne tarderont pas à provoquer les milices d'extrême-gauche. Quelle aubaine pour le gouvernement que de pouvoir exploiter ce scandale. Henri de Lesquen étant le président de Radio Courtoisie, toutes les personnalités qui participent aux émissions de la radio se verront pressées de récuser tout lien avec un média devenu une cause de « trouble à l'ordre public ». Et Radio Courtoisie subira le sort de la CGT...

Les cibles de la manipulation peuvent varier, le scénario reste le même. Il s'agit seulement, pour le gouvernement, de le perfectionner jusqu'à l'ultime bavure qui lui donnera raison. Alors, le temps sera venu de rétablir l'ordre par une répression qui visera à l'éradication de la droite nationale. Les casseurs qui s'entraînent actuellement aux ordres du gouvernement auront bien joué leur rôle.